

2021 : Actualité de la Décroissance Communiste Libertaire

**Propos de Floran Palinowski,
auteur de *Pour une Décroissance Communiste Libertaire*
et du site « Décroissance Communiste Libertaire ».**

Le texte qui suit se propose d'être une synthèse des évolutions de ma réflexion concernant la Décroissance Communiste Libertaire. Il aborde les constantes et les variations de cette réflexion entre ce qu'elle fut en 2014 et ce qu'elle est aujourd'hui, en 2021.

Qu'est ce que la Décroissance Communiste Libertaire ?

La « Décroissance Communiste Libertaire », est la combinaison de la décroissance avec le communisme libertaire, lui-même entendu comme combinaison du communisme et de l'anarchisme.

Cette idée a été formulée vers 2013-2014, à partir du dépassement de deux paradigmes : l'écosocialisme et la décroissance anarchiste ; on pourrait ajouter l'écologie sociale (Bookchin¹) ou radicale, et nombre d'autres propositions comme l'écosocialisme autogestionnaire (Brugvin), même si ce n'était pas les points de départ de la critique. La décroissance communiste libertaire est à penser d'abord comme une boussole. Elle a pour objet de rappeler les limites de chacun de ces courants et ses perspectives de dépassement révolutionnaire à 3 niveaux : écologique, social, démocratique.

En quoi constitue-t-elle un dépassement de la « décroissance anarchiste » ?

La décroissance anarchiste, d'abord, qui est une proposition de J.P Tertrais et de la FA, pêchait principalement en ce qu'elle laissait planer un flou quant aux systèmes économiques sur lequel serait basée cette décroissance. Elle traitait avec une certaine indifférence les alternatives économiques héritées de l'anarchisme : le mutualisme/coopérativisme Proudhonien, le collectivisme Bakouninien et le communisme anarchiste Kropotkinien.

Or le système Proudhonien pêche par le fait qu'il maintient la petite propriété privée et la concurrence, ce qui implique une insécurisation du parcours individuel et une incitation à un productivisme de survie. Indépendamment de leurs intentions propres, les individus sont structurellement incités à produire plus avec des moyens de production plus performants pour réaliser des économies d'échelles et dominer le marché. S'ils ne le font pas, et de surcroît si d'autres le font, ils risquent de se retrouver au chômage, de se faire éliminer du marché, de faire faillite. Ils ont donc intérêt à le faire, même si certains, une minorité, s'y refuseraient pour des questions d'éthique. Cette tendance au productivisme structurel, en plus de conduire à la dégradation de la biosphère, l'extinction d'espèces et l'épuisement accéléré des ressources, constitue la cause des phénomènes de baisse du taux de profit et de suraccumulation du capital, donc les causes de la crise du capitalisme. Et les propositions de Proudhon en son temps, qui consistent surtout – même si elles ne sont pas formulées en ces termes, puisque cette analyse a été réalisée par Marx après la mort de Proudhon lui-même – en une série de contre-tendances permettant de lutter contre la baisse du taux de profit – dont on sait qu'elle ne parviennent jamais à contrer la tendance sur le long terme –, en soulageant la part des bénéficiaires des ponctions extérieures à la production (suppression des prédatrices patronales, des taxes d'État, prêts à taux zéro, moralisation de la finance, etc.), ne traitent pas le problème à la source et demeurent donc insuffisantes pour faire face à la crise.

Le système Bakouninien (socialisation intégrale, mais distribution marchande de la production), quant à lui, postule la mise en place d'une économie mondiale où l'offre

¹ Les limites de la pensée de Murray Bookchin ont notamment été pointées dans un article intitulé : « Communalisme et municipalisme libertaires... » <https://libertaire.pagesperso-orange.fr/archive/2001/236-fev/municipal.htm>. Concernant l'écologie sociale, elle ne semble pas à l'origine tenir compte des nécessités de la décroissance.

rencontrerait nécessairement une demande et réciproquement, ce qui éviterait les crises commerciales. On retrouve la même idée de rencontre de l'offre et de la demande aujourd'hui dans l'économie participaliste (Ecopar/Parecon). Le problème, c'est principalement que la pression écologique pousse à la mise en place de circuits courts, donc d'une « autonomie productive » comme le dirait l'Union Communiste Libertaire (ex-Alternative Libertaire), une certaine relocalisation de la production et de sa distribution. Les marchés se verraient ainsi restreints, limitant grandement la possibilité pour chaque offre de rencontrer sa demande et réciproquement, ce qui, *de facto*, invalide ce modèle dans sa capacité à supprimer les dérives individuelles et les crises commerciales.

Face à ces lacunes, seule reste valide la perspective communiste. Cependant, celle-ci ne peut être entendue dans les termes exacts dans lesquels elle fut formulée au XIX^{ème} par les marxistes et les anarchistes. En effet, Pascal Lebrun démontre, dans un de ses articles intitulé « Place à l'audace : l'économie anarchiste d'hier à aujourd'hui »², que la vision qu'en avait Kropotkine, par exemple, se basait sur l'idée d'une relative stabilité démographique accompagnée de ressources illimitées. Dans ce contexte, avec le développement illimité des forces productives, l'offre tendrait vers l'infini et surpasserait la demande qui resterait à un certain point stable, ce qui ferait tomber les prix à zéro. Si c'est en effet ce que laisse présager le développement récent de la robotique et des AI, reste que cette perspective demeure à l'heure actuelle inachevée, donc incertaine, et de surcroît insoutenable pour des raisons écologiques. Il nous faut donc redéfinir le communisme en fonction de cette contrainte. Les pistes évoquées par Pascal Lebrun dans la suite de son article – le municipalisme libertaire et l'économie participaliste – s'avèrent tout aussi erronées, pour les raisons évoquées précédemment. Reste à discuter, dans la veine de ce qu'avait initié Alain Bihr il y a quelques années, de quelle actualisation du communisme³ ?

En quoi la DCL constitue-t-elle un dépassement de l'écosocialisme ?

Pour en venir à l'écosocialisme, celui-ci semblait pêcher en trois points :

- 1) L'écologie dont il est question peut rester imprécise, allant d'un Greenwashing encore trop productiviste à la décroissance. Aujourd'hui, 7 ans après, la conscience écologique a fait du chemin et le Greenwashing semble, en théorie (car en pratique, ce n'est pas si évident) considéré de manière assez unanime comme insuffisante.
- 2) Le socialisme dont il est question laisse planer des confusions quant à sa nature. Il englobe des formes de communisme, ainsi que des perspectives Keynésiennes, de capitalisme social, à visage humain. Les formes de communisme de l'écosocialisme sont souvent timides d'ailleurs, au sens où elles ne s'assument pas clairement comme abolition de la propriété privée des moyens de production. Elles laissent entrevoir une économie mixte publique-privée, ce qui pose des problèmes du point de vue de la dynamique des crises économiques, tout autant que les perspectives Keynésiennes. Si l'écosocialisme d'aujourd'hui, y compris ses tendances les plus réformistes, semble prendre davantage la mesure de la crise écologique, de manière générale, et à de rares exceptions, il ne s'attache pas à penser les conditions des crises économiques propres au capitalisme et à trouver des solutions susceptibles de les supprimer.
- 3) Reste maintenant la question du pouvoir. Le problème de l'écosocialisme est qu'il englobe des tendances à la fois réformistes-étatistes, léninistes, conseillistes, autogestionnaires et libertaires. L'idée était de pointer que les voies réformistes et léninistes constituaient des impasses historiques et que la seule voie possible réside dans l'activité autonome et démocratique du prolétariat. Et la conception libertaire était celle qui incarnait le mieux cette exigence démocratique émanant de la base de la société.

Qu'est-ce qui a changé aujourd'hui concernant la DCL ?

Beaucoup de choses en vérité...

La première, c'est que l'écologie et la décroissance ont fait beaucoup de chemin durant la dernière décennie. Le niveau de conscience global n'est plus le même. Les contre-sommes, les

² https://redtac.org/possibles/files/2016/11/Vol40no2_Place-a-laudace_Lebrun.pdf

³ <http://kropot.free.fr/bihr-actuacom.htm>

rapports, les publications d'essayistes et de journalistes font de l'effet. L'écologie, et la décroissance même, sont bien plus médiatisées, prises au sérieux. L'écologie type Greenwashing n'est plus un simple projet. Elle commence à s'incarner dans l'espace, dans des pratiques, dans la marchandise et les objets du quotidien, dans l'éducation des jeunes générations, dont elle devient une forme d'engagement central lorsqu'elles arrivent à l'âge adulte. Un stade a été franchi, et l'on se rend bien compte que ce sera insuffisant ! Le discours des autorités scientifiques et des pouvoirs publics a lui-même évolué. La perspective d'un simple verdissement de la production tend progressivement à s'effacer pour laisser la place à une conscience des limites⁴, du fait que ça ne peut plus continuer ainsi et qu'il va falloir faire des efforts pour que la vie humaine sur terre soit encore durablement possible. En cela, il est devenu inutile aujourd'hui pour les anticapitalistes de procéder à leurs propres investigations, de recouper eux-mêmes des données, de produire des bilans, des rapports, de proposer des solutions alternatives, des modèles de ce que seraient des villes et des modes de vie écologistes, décroissants, par exemple. L'écologie, en un sens, tend à perdre son caractère utopique pour s'incarner dans le mouvement réel. Il est devenu inutile de militer en interne au sein des organisations anticapitalistes pour faire reconnaître la nécessité de la décroissance, puisque la situation objective et le mouvement réel, notamment porté par l'engagement des jeunes générations, s'en chargent d'eux-mêmes. Penser écologie est devenu un réflexe bien plus profond que ce qu'il en était il y a 6-10 ans. Et le phénomène, du fait de la dimension collective qu'il semble prendre, va certainement continuer de s'amplifier.

Quelle est donc la mission des anticapitalistes aujourd'hui ? Faire le lien, entre l'écologie, le social et l'économique, la question du pouvoir. Faire en sorte que l'écologie rejoigne une perspective socialiste et démocratique, communiste et libertaire, qu'elle se détache des formes de dictatures, d'état d'exception et de réappropriation fascistes, de la domination de classe, et de l'auto-accroissement de la valeur, avec laquelle elle est incompatible. Ce qui m'amène au second point : la critique de l'économie politique.

La principale lacune de *Pour une Décroissance Communiste Libertaire (2014)* – car elles sont nombreuses en vérité – était sa faiblesse sur la question de la critique de l'économie politique, qui a été travaillée par la suite. Les organisations anticapitalistes, même marxistes, forment aujourd'hui trop peu sur le sujet. Ce qui devrait relever de la formation de base indispensable pour disposer des outils de critique du capitalisme au sein d'organisations censées critiquer le capitalisme en lui-même, dépend trop du bon vouloir individuel. Il a donc fallu se remémorer les bases du Capital et en apprendre davantage, ce qui fut favorisé par nombre d'échanges avec des camarades assez pointus en la matière et dont je salue la disponibilité. C'est dans cette optique de favoriser la formation et la réappropriation libertaire de la critique de l'économie politique que j'ai aussi réalisé, en 2015, une traduction sommaire de l'ouvrage *L'économie de Marx pour les Anarchistes*, de Wayne Price, un camarade Américain membre du réseau Anarkismo. En effet, la critique de l'économie politique ne doit pas être l'outil des marxistes exclusivement. Au départ, elle était autant l'outil des anarchistes que des communistes. Bakounine s'était engagé un temps à traduire en Russe le Capital, chose qu'il n'a finalement pas faite, mais tout en ayant reconnu auparavant la valeur incontournable de l'œuvre. Cafiero, quant à lui, en avait réalisé un ouvrage de vulgarisation, certes très incomplet et oubliant des points essentiels, comme la condition de possibilité de la crise. Ce n'est qu'après Bakounine et Cafiero que les anarchistes ont commencé – par un anti-marxisme sectaire en réaction à la scission au sein de la première internationale et au clivage aggravé qui s'en suivit – à rejeter de Marx jusqu'à ses contributions scientifiques les plus incontournables. Même encore aujourd'hui, ce rejet reste tenace, et s'alimente également des arguments sur l'anachronisme et le côté démodé de l'analyse économique Marxiste. Ce rejet de Marx est un grand tort, qui place l'anarchisme en position d'infériorité face au marxisme sur le pan de la théorie économique. L'anarchisme a trop tendance à critiquer l'économie sous l'angle des rapports de domination, mais insuffisamment sous l'angle de la défaillance systémique, et il a tendance à reprendre en complément les analyses de courants réformistes antilibéraux, qui, par certains égards, rejoignent le Proudhonisme, notamment dans son inconséquence.

Globalement, la faible connaissance de la critique de l'économie politique au sein des

4 Lire à ce propos : «Un rapport inédit du GIEC prône la décroissance pour prévenir la catastrophe climatique » : https://ricochet.media/fr/3780/un-rapport-inedit-du-giec-propose-la-decroissance?fbclid=IwAR2XB2LqNGeDFH4m2xTJEWK_RBJqkSM_wCtGGvUiQhxpeD3Mn08Ec0YBzm8

organisations anticapitalistes est le reflet de celle du mouvement social actuel sur le sujet. Le mouvement social est encore dominé par le vieux projet politique des 30 glorieuses, consistant dans le keynésianisme, le fordisme, L'État providence, le capitalisme monopoliste d'État « social ». Seule la critique de l'économie politique peut fournir les outils d'analyse permettant de le dépasser. Mais elle ne le peut qu'à la condition d'une réappropriation complète et non tronquée des thèses de Marx&Engels ; c'est-à-dire une analyse qui ne se limite pas à la critique du rapport d'exploitation et au partage de la valeur. Cette réappropriation doit prendre en compte les conditions qui sont à la source des crises spécifiques au capitalisme, ainsi que la critique des rapports sociaux fétichistes. Et elle doit être capable de formuler des perspectives qui permettent de les dépasser.

Ce qui a évolué aussi, c'est la tonalité d'aujourd'hui, bien moins polémique et bien plus unitaire que dans l'essai de 2014. A cette époque, il s'agissait surtout de se démarquer en posant une conception nouvelle, ce qui impliquait une vive critique de courants ou conceptions politiques proches, dont l'écosocialisme, et ce, même si l'essai se concluait tout de même par la nécessité d'alliances larges avec les écosocialistes, entre autres.

Cette approche, plus unitaire, découle également d'une évolution dans ma conception de la révolution. Celle-ci est sans doute plus pessimiste aujourd'hui quant aux possibilités d'une révolution sociale directement anarchiste, communiste libertaire. C'est une possibilité infime, que les libertaires doivent essayer de construire. Cependant, en dépit de l'engouement récent pour des formes de démocratie directe au sein des mouvements sociaux, elle a très peu de probabilités de se réaliser à une échelle de masse : 1) parce que l'anarchisme est très exigeant, 2) parce que les acteurs des luttes ne conçoivent pas la démocratie directe et la représentation politique en opposition l'une avec l'autre, 3) parce que les anarchistes sont divisés stratégiquement et programmatiquement, n'arrivent pas à se regrouper dans une organisation commune, entre autres raisons. Cette faible probabilité d'une révolution directement anarchiste implique qu'il ne faudrait pas se placer dans une optique « la révolution libertaire sinon rien », au risque de se mettre en marge d'un éventuel processus révolutionnaire et de laisser le contrôle de la révolution à des courants autoritaires, voire despotiques. La révolution à venir ne sera probablement pas une et définitive. Elle prendra très certainement plus une forme proche de ce que décrit Malatesta dans un texte de 1925 intitulé « Graduelisme »⁵, que le schéma inspiré de la révolution espagnole de 1936, c'est à dire qu'elle constituera une étape vers la possibilité d'une révolution véritablement anarchiste ultérieure. Ce qu'il faut éviter avant-tout, c'est qu'elle prenne la forme d'une dictature bureaucratique-policière liberticide et meurtrière. Les anarchistes et les communistes doivent donc travailler main dans la main, par delà leurs divergences, pour construire une alternative révolutionnaire fortement démocratique.

Comme le soulignait Alain Bihr dans une interview donnée à Ballast intitulée « Étatistes et libertaires doivent créer un espace de coopération »⁶, le passage à une société directement anarchiste et communiste est très improbable. Il est plus que probable que la révolution prenne la forme d'un dépérissement de l'État que d'une destruction immédiate. Étatistes et libertaires devront donc travailler de concours, les premiers utilisant les instruments du pouvoir politique pour mener à bien des transformations socio-économiques et politiques nécessaires, les seconds développant les organes de contre-pouvoir afin qu'ils puissent remplacer l'État. D'ailleurs, la situation sera-t-elle aussi clivée ?

Tout comme les Marxistes, pourtant souvent qualifiés d'« Étatistes », sont tout aussi capables de participer au développement d'une contre-société et à la démocratie par en bas ; les expérimentations de municipalisme libertaire, ou encore le soutien au Confédéralisme Démocratique au Rojava aujourd'hui, comme de nombreuses autres expériences par le passé, tendent à démontrer que que les anarchistes les plus pragmatiques sont capables de souplesse par rapport à l'idéologie en participant, dans certaines conditions, aux institutions de pouvoir. Cette perspective, au demeurant, se présente comme plus optimiste, unitaire et fraternelle que le pessimisme de départ lorsqu'il était question de révolution anarchiste en lutte avec tous les autres courants du mouvement social.

Dans ces conditions, pourquoi se qualifier plus spécifiquement de « libertaire », plutôt qu'autogestionnaire, autonome, conseiller, par

5 <https://sinedjib.com/index.php/2019/05/11/malatesta-18/>

6 <https://www.revue-ballast.fr/alain-bihr/>

exemple ?

Autogestion aurait été possible. D'ailleurs, la Tendence Claire du NPA avait un temps parlé d'un « communisme autogestionnaire » incluant la décroissance⁷. Le problème du terme autogestion, c'est que tout comme socialisme, il est devenu galvaudé. Si l'on reprend la définition qu'en donnait Castoriadis⁸, il renvoie, dans le sens fort du terme, à une société qui prendrait ses décisions de bas en haut et de la périphérie au centre, et où la décision se prendrait et s'appliquerait uniquement à l'échelle des individus concernés. Mais le terme d'autogestion a été dévoyé et renvoie également à des formes coopérativistes d'actionnariat collectif type capitalisme sans patrons, qui peut le rendre inutilisable.

Le « terme autonomie » souffre aussi des mêmes types de travers. D'une part, il renvoie pour beaucoup de personnes à une vision libérale de l'individu qui parvient à subvenir à ses besoins dans le système marchand, ainsi qu'à une vision plus underground de l'individu ou du petit groupe qui parvient à survenir à ses besoins hors du système marchand. De plus, les groupes activistes qualifiés d'autonomes manquent, de manière générale, d'un projet commun, et sont très hétérogènes idéologiquement. Aujourd'hui, « La nature ayant horreur du vide », ce vide idéologique tend parfois à assimiler l'ensemble des groupes, parfois malgré eux, à l'idéologie de *Tiqqun*, d'*Appel*, du Comité Invisible. Ceci ne correspond ni au projet de société que défend la DCL, ni au « projet d'autonomie » que défendait Castoriadis, c'est à dire une société émancipée des contions qui la déterminent de l'extérieur (hétéronomie) et capable de réfléchir sur elle même et de produire ses propres institutions (autonomie). Ces dimensions sont intéressantes et incontournables, malheureusement, elles ne sont pas celles qui viennent le plus à l'esprit lorsque l'on évoque l' « autonomie ».

Le pendant Libertaire de la DCL est plus ou moins équivalent à « conseilliste », ou encore « Spartakiste ».

Je ne dis pas « Spartakiste » ou « Luxemburgiste », car « Sparakiste » apparaîtrait comme désuet et trop spécifique, et « Luxemburgiste » trop personnifiant. Je ne dis pas conseillite car conseillisme en appelle trop à une stratégie de changement social par les conseils. Les conseils seraient l'unique outil par lequel viendrait le changement. Il est vrai que le conseillisme a eu une pertinence historique, notamment dans la Russie de 1905 à 1917-1921, et dans l'Allemagne d'après-guerre. Or je n'exclue pas, au moins en France, la possibilité que l'outil de combat du prolétariat soit le syndicat. Bien au contraire, je pense que c'est encore, malgré le reflux auquel il est confronté, l'outil le plus à même de regrouper et d'organiser le prolétariat dans son combat à l'heure actuelle. Dans le cadre d'une poussée révolutionnaire, d'un double processus de dépassement et d'éviction des bureaucraties syndicales et éventuellement d'une fusion des syndicats de lutte, le syndicat pourrait devenir l'outil de gestion de la production à l'échelle de la société, et ceci avec bien plus d'efficacité que des conseils improvisés, surgissant spontanément dans la lutte. Mais là aussi, il ne faut pas tomber dans le piège du fétichisme des structures. Les individus réels avec leurs liens, leurs réseaux, font autant les structures, que les structures ne font les individus avec leurs liens et réseaux. Les réseaux syndicaux de lutte pourraient très bien s'ériger en conseils de gestion de la production tout autant que les conseils pourraient très bien se muter en syndicats révolutionnaires.

Le terme libertaire a été retenu car en lui-même, c'est celui qui incarne le mieux la perspective démocratique radicale d'émancipation individuelle et collective et d'abolition des oppressions. Cependant, il convient d'en avoir une conception gradueliste et dialectique, et non pas pure et absolue. En effet, libertaire, si l'on se réfère à l'anarchisme au sens le plus strict du terme, renvoie à la fois à une société où le commun se produit en fonction du bon vouloir individuel, où toute décision collective ne peut se prendre qu'au consensus, à l'unanimité, où tout mandat serait strictement impératif. Un tel fonctionnement est très avant-gardiste, et peut-être très paralysant dans la pratique aujourd'hui. D'ailleurs, toutes les organisations libertaires n'adoptent pas ce fonctionnement. Alternative Libertaire n'avait pas ce fonctionnement. On y pratiquait le vote majoritaire, les mandats de délégation en congrès et coordinations fédérales étaient plus libres. L'Union Communiste Libertaire, qui résulte de la fusion de l'AL et de la CGA, a hérité de ce principe de fonctionnement. En cela, on peut dire que, pour des raisons de pragmatisme, elle est plus « conseilliste » qu'« anarchiste »⁹. D'ailleurs, fait étonnant, on

7 <https://tendanceclaire.org/article.php?id=658>

8 <https://autogestion.asso.fr/app/uploads/2012/10/Autorarchie.pdf>

9 <https://www.youtube.com/watch?v=0nfBnvJxB-U> : le conseillisme y est indéfini notamment comme démocratie directe sous mandat libre et non pas impératif.

retrouve parfois des formulations très proches, que ce soit sur la révocabilité des mandatés, ou la perspective d'un conseil central dans la société émancipée, lorsque l'on lit *Un projet de société communiste libertaire*, d'AL¹⁰, et *Que veut la ligue Spartakus ?*¹¹. Encore un signe que les frontières sont parfois plus minces qu'on ne le pense.

L'AL-UCL n'est pas le seul exemple de souplesse avec la doctrine anarchiste. Les anarchistes n'ont pas tous et toujours été à cheval sur les principes démocratiques et libertaires. Citons par exemple les cas de la « Plateforme », qualifiée de bolchevisation de l'anarchisme par les synthésistes ; de la CNT en Espagne, qui était critiquée par certains courants anarchistes pour dérive bureaucratique ; de l'OPB/FCL, dont le fonctionnement centraliste et les pratiques autoritaires renvoyaient à du Léninisme. Ces prises de distance avec l'anarchisme pur ramènent l'anarchisme à une position comparable à certains courants du communisme de conseil, voire du bolchevisme.

Il est ici même intéressant de faire un parallélisme entre ces différentes facettes de l'anarchisme et celles de Rosa Luxemburg. L'exemple de l'OPB-FCL, rappelle aussi bien la logique Bolchevique de Lénine que les pratiques autoritaires anecdotiques de Léo Jogiches et Rosa Luxemburg au sein du Parti Social-Démocrate Polonais (la gestion centraliste du journal du parti par Jogiches, l'affaire Karl Radek). La plateforme est assez comparable à ce que désirait Rosa Luxemburg quant au fonctionnement de la seconde internationale, en termes de centralisme et de discipline dans l'application des décisions – chose qu'on lui reprochait, notamment Karl Liebknecht, qui en avait une vision plus fédéraliste. Enfin, la Rosa Luxemburg ultra-démocrate de la social-démocratie allemande, se situant dans la lignée des philosophies démocratiques des Voltaire et Stuart Mill, qui est la version d'elle la plus souvent retenue et mise en avant, est bien plus démocratique que les exemples de l'OPB/FCL, de la plateforme, et de la CNT Espagnole, et est comparable à ce qu'il y a de plus ultra-démocratique dans l'anarchisme.

Tout cela pour dire que finalement, les héritages ne sont pas aussi tranchés et que ce n'est pas parce qu'un courant s'estampille « anarchiste » ou « libertaire » qu'il a le monopole de la liberté ou de la démocratie, ni qu'il se trouve prémuni de dérives autoritaires et bureaucratiques. Dans le même temps, ces héritages controversés ouvrent la réflexion au niveau des rapprochements théoriques et pratiques entre traditions communistes démocratiques, par exemple, avec des écosocialistes intéressés par les pensées libertaires, syndicalistes révolutionnaires, autogestionnaires, luxemburgistes et conseillistes, comme Olivier Besancenot et Michaël Löwy, entre autres exemples. Si des divergences peuvent toujours être exprimées et débattues, il est évident qu'il s'agit d'un dialogue avec des partenaires dans la révolution et non d'une joute entre adversaires irréconciliables.

Si l'on envisage un tel rapprochement, quel devrait-être le rapport à l'écosocialisme d'un point de vue pragmatique ?

On peut avoir des divergences avec l'écosocialisme, plus marquées d'ailleurs avec certains courants qu'avec d'autres, cependant, les écosocialistes restent dans l'essentiel des camarades avec lesquels on fait front dans la lutte au quotidien. A court-moyen terme, nous avons même des vues communes en matière de socialisme et d'écologie, et nous pouvons nous accorder sur des questions de démocratie, d'autogestion, des stratégies de mouvement. Le seul point de désaccord entre les libertaires et les marxistes écosocialistes reste celui des élections, mais encore une fois, rien d'insurmontable si l'on reste ouvert à la diversité des tactiques et que l'on respecte les choix de la classe prolétarienne de voter ou non. Car en définitive, c'est toujours cette dernière, dans sa grande diversité, et non les organisations, qui décide et doit décider de la stratégie qu'elle adopte pour transformer son existence. Par contre, il est nécessaire de s'allier en vue de s'opposer aux réformistes. A plusieurs reprises, l'histoire a démontré le danger contre-révolutionnaire que représente la social-démocratie, et son inconséquence politique par la suite. Si des alliances dans les luttes sont nécessaires dans la période avec ces courants, il est également nécessaire de se souder en tant que révolutionnaires pour éviter de subir à nouveau de telles débâcles.

10 Le document est téléchargeable gratuitement ici, en cliquant sur « documents joints » puis sur le lien.
<https://boutique.unioncommunistelibertaire.org/livres/78-un-projet-de-societe-communiste-libertaire-978291493319.html>

11 <https://www.marxists.org/francais/luxembur/spartakus/programme.htm>

A présent, laissons un peu les anarchistes et les écosocialistes de côté, et parlons de décroissance. Quel rapport avec les organisations politiques de la décroissance ?

Le rapport aux organisations politiques de la décroissance, l'objection de croissance, l'a-croissance ou l'après-croissance, comme ces organisations aiment à se nommer, est un peu plus compliqué qu'avec les écosocialistes. Ces organisations ne se sont pas construites dans le même moule du mouvement ouvrier révolutionnaire que les organisations marxistes et libertaires. Elles viennent de réseaux associatifs et de la société civile, et sont davantage interclassistes. Certaines s'inspirent du socialisme utopique, avec les mêmes charmes et les mêmes limites aussi. Certaines ont émergé dans le giron de la social-démocratie, d'autres pas. N'oublions pas que la décroissance est une nébuleuse. On y retrouve également des courants très infréquentables, réactionnaires, conspirationnistes et même fascistes. On y retrouve aussi des groupes autonomes, dont certains, sont très réactionnaires (par exemple PMO¹²) et s'inspirent du survivalisme, et n'ont donc rien en commun avec nos organisations d'un point de vue théorique, voire même pratique. Tout ceci explique qu'il est plus difficile d'œuvrer avec les organisations et mouvements issus de la décroissance. Pour celles avec lesquelles il est possible d'œuvrer, les choses ne sont pas non plus si simples. Comme précisé précédemment, les terrains de lutte sont différents. Ceci implique des compositions sociales également différentes, bien plus interclassistes. Si les décroissants sont présents sur des grandes luttes, pour dénoncer le capitalisme en ce qu'il engendre des catastrophes climatiques, géologiques, sanitaires, met en place de grands projets inutiles, on retrouve surtout les décroissants dans le secteur associatif, de production parallèle (coopératives, petits commerces, artisanat, petites exploitations), et aux élections. On les voit moins en tant que tel dans les luttes économiques et sociales, les syndicats, dans les luttes pour les libertés, les luttes internationalistes, qui sont le terreau historique des organisations du mouvement ouvrier. Or, c'est un tord, car seul le développement d'une conscience écologiste, décroissante, au sein du mouvement ouvrier, permettra de dépasser l'interclassisme et de donner aux luttes écologistes un caractère de classe. Seul l'intervention du mouvement ouvrier dans l'écologie sera susceptible de porter la perspective d'une socialisation des moyens de production et de distribution, seule perspective à même de dépasser l'idéologie libérale bourgeoise de l'individu livré à lui-même devant trouver par ses propres moyens le nécessaire à sa subsistance, et donc de soutenir réellement l'individu afin d'accepter la fermeture de pans entiers de la production sans pénaliser celles et ceux qui y travaillent.

Pourquoi, dans ce cas, se désigner par « décroissance » ?

Le terme « décroissance » reste pertinent dans une certaine mesure: il montre un objectif, un processus, un chemin à parcourir nécessairement. Il faut réduire la consommation globale de matière premières, d'énergies, de produits manufacturés, d'espace, et même d'espèces. C'est le chemin pour mener à une société communiste libertaire soutenable, à la fois socialement et écologiquement.

Certains disent que la décroissance est inéluctable. Dans un certain sens, c'est vrai. Mais la question qui se pose est celle d'une décroissance volontaire et socialement maîtrisée, face à une décroissance subie, qui serait socialement catastrophique.

Il a aussi cela d'intéressant que la décroissance de l'empreinte de l'homme sur la nature ou anthropocène, disons du capital sur la nature ou capitalocène si l'on veut être précis, s'accompagne chez certains objecteurs de croissance (le MOC), des idées de décroissance du pouvoir et des inégalités. La décroissance du pouvoir est une idée intéressante et parfaitement compatible avec des perspectives autogestionnaires ou anarchiste, à la condition que l'on ne pense pas une simple relocalisation du pouvoir politique, mais une diminution de la liberté des mandats elle-même, au sens d'un plus grand contrôle démocratique des mandaté-e-s. La décroissance des inégalités, quant à elle rejoint les objectifs du communisme. C'est d'ailleurs un point de la lutte très important. En effet, si l'on s'accorde sur le fait qu'il faudra vivre de manière plus frugale et sobre à l'avenir, il est aussi nécessaire d'égaliser les droits de prise sur la production sociale, qu'ils prennent la forme de salaire (avant la révolution ou durant la

12 <http://benoitbohybunel.over-blog.com/2021/04/critique-radicale-du-collectif-pieces-et-main-d-oeuvre.a-propos-du-texte-cci-n-est-pas-une-femme-a-propos-des-tordus-queer.html>

période de transition) ou de droits directs au moment où l'on aurait véritablement aboli le capital, la valeur, le travail (entendu comme activité productrice de valeur au sens capitaliste) et l'argent. En cela, envisager la société future, même la transition révolutionnaire, avec des écarts de revenus de 1 à 4 fois le revenu minimum, est inacceptable. Un tel écart s'avérerait trop important au regard de ce que serait ce minimum dans une société décroissante. Une minorité d'individu dont le niveau de consommation moyen dépasserait le seuil de l'empreinte écologique contraindrait alors la majorité à vivre en deçà du niveau l'empreinte écologique moyen. Cette inégalité pèserait trop sur les conditions de vie des personnes vivant avec le revenu minimum, et sans oublier l'effet de la pression que cela exercerait sur les conditions de vie des pays les moins riches. Pour que les pauvres, et les pauvres des pays pauvres puissent espérer vivre décemment selon un modèle plus sobre, il est nécessaire que les plus riches se limitent bien davantage, que les inégalités se réduisent le plus possible.

Le concept de décroissance conserve donc une certaine pertinence, en ce qu'il permet de décrire une transition au niveau du rapport à la nature, au social et au pouvoir. Mais il est aussi vrai que le concept de décroissance pose deux autres problèmes.

Le premier : on peut facilement confondre décroissance écologique et décroissance économique. Cette dernière se rapporte à « récession », voire « effondrement ». Or si c'est le chemin que semble prendre le capitalisme – du fait de sa dynamique interne et de sa dynamique externe, comme il l'a déjà été précisé plus haut – ce n'est pas le projet de société que propose la « Décroissance Communiste Libertaire ». Cette dernière s'inscrit dans une optique de sortie de l'économie, au sens de sortie du capitalisme et de son rapport fétichiste aux relations sociales et rapports de production.

Le second : la décroissance est souvent accompagnée d'un imaginaire en contradiction avec le communisme et l'anarchisme ouvrier révolutionnaire : le ruralisme paysan, l'autonomie pensée comme un individualisme de petit entrepreneur libéral, la stratégie de la désertion plutôt que du contrôle ouvrier, et bien plus encore ; tout ceci crée des confusions qui font se questionner sur la pertinence de brandir l'étendard de la décroissance. Le terme est donc conservé, mais dans l'attente d'un nouveau terme plus adéquat qui pourrait le remplacer.

Dans *Pour une Décroissance Communiste Libertaire*, le concept d'Écologie semble vivement critiqué et rejeté pour celui de décroissance. Qu'en est-il aujourd'hui ?

Comme me l'a à juste titre signalé un camarade il y a plusieurs années, rejeter « écologie » pour « décroissance » pose aussi des problèmes : la décroissance traite de certains excès et ne recouvre pas l'ensemble des problèmes que pose l'écologie. C'est là sa faiblesse. Mais le terme exprime aussi une démarche urgente et prioritaire – décroître, ralentir, consommer moins et moins vite en somme – qui le rend opérant.

Si j'emploie écologie de manière usuelle, ce n'est qu'un raccourci dans des discussions moins rigoureuses sur le plan conceptuel, pour évoquer une idée sur laquelle on peut s'entendre globalement, si l'on ne rentre pas dans les détails.

Il n'en demeure pas moins que le concept d'éco-logie (je sépare les deux termes intentionnellement) en lui-même, avec tout ce qu'il recouvre, pose une série de problèmes en ce qu'il ne permet pas de poser correctement nos rapports au monde. C'est pourquoi je lui préfère les termes de « Biologie » (au sens philosophique du terme, bien qu'il pose problème dans le langage commun car il renvoie aux sciences naturelles) ou de métabolisme (même s'il peut paraître trop fonctionnaliste). Penser le monde non-humain, ce qui n'est pas soi, en tant qu'*oïkos* (maison) et non en termes de *bios* (formes de vie) renvoie à une distinction que l'on peut retrouver dans la philosophie spinoziste entre *bios* et *zoé* (la « vie nue », la vie au sens du fait de vivre, abstraction faite de la spécificité de chaque forme de vie) en même temps qu'au rapport de réification au monde présent dans la philosophie marxiste. Le fait de ne pas considérer le *bios* en tant que tel, qui rejoint d'une certaine façon le fait de ne pas considérer l'autre comme un *alter ego*, mais de considérer le monde comme un univers de choses, pour ainsi dire sans « âme », peut être la source d'une indifférence à celui-ci, aux autres ; en somme, d'une absence d'empathie, rendant possible la considération d'autrui comme chose à disposition, voire comme ennemi. De cette absence de reconnaissance peut découler un rapport de violence et d'oppression. Ainsi, la réification du monde, sa désubjectivation, est probablement le point de jonction entre toutes les oppressions : les oppressions envers les femmes, les minorités de genre, les minorités racisées, religieuses, les classes, les animaux,

les végétaux, etc. Pour rompre avec ces oppressions, un changement culturel radical est nécessaire. Concernant l'écologie, s'il s'agit de changer notre rapport à la « nature », il s'agit surtout dans un premier temps de maîtriser socialement nos régimes d'action. Savoir quand laisser la place à une raison sensible et communicationnelle et quand user de l'agir « instrumental stratégique ». La culture du rapport au monde en tant que multiplicité de *bios* en interactions entre eux-elles, vient ensuite. Et il est *a priori* impossible de dessiner les contours précis d'un tel changement dans toute sa profondeur, ni d'en identifier les limites, les risques, les débordements dangereux. Tout ce que l'on peut faire, c'est injecter des doses de critique dans la société, et faire évoluer l'éducation des jeunes générations, en restant vigilants à ce que les changements que la critique pourraient provoquer restent mesurés et responsables et ne débordent pas vers des formes de fanatisme totalitaires, ne génèrent pas de nouveaux systèmes d'oppression. Mais une chose est certaine, le développement d'une conscience nouvelle ne peut se produire sans changements au niveau des conditions matérielles d'existence au préalable. Il passe donc d'abord, dans sa « phase inférieure », par le nécessaire apaisement de la lutte pour l'existence, ce qui implique l'abolition du capitalisme.

Dans une fiche synthèse sur la décroissance communiste libertaire¹³ a été développée la question du rapport à la science. Ce point de vue a-t-il évolué depuis ?

Globalement non, ce point de vue demeure inchangé. A la différence de beaucoup de décroissants sceptiques envers les sciences, voire, ce qui est plus minoritaire, qui pensent qu'il faudrait se passer de la science, je pense que – sans tomber dans le prophétisme scientifique très typé XIX^{ème}, que l'on retrouve notamment chez certaines organisations trotskystes – la science doit conserver les moyens d'avancer, voire doit disposer de davantage de moyens. Au sein de la décroissance, j'ai parfois entendu des conférenciers tenir des propos comme « se baser sur les bilans de la science et l'absence de solution concrètes pour défendre la nécessité de la décroissance est une mauvaise approche ; même si la société industrielle ne posait pas de problème écologique ou y trouvait des solutions, il faudrait quand même en sortir ». Je suis fondamentalement en désaccord avec cette logique. La décroissance semble aujourd'hui constituer une nécessité historique, et c'est pour cela qu'il est nécessaire de s'y préparer dans les meilleures conditions. Cependant, il est aussi important de ne pas s'enfermer dans un schéma et d'envisager la possibilité que des alternatives énergétiques plus vertes, abondantes et moins dangereuses puissent exister, que des solutions scientifiques au problème climatique puissent être développées et employées. Il est important de défendre l'augmentation des moyens de recherche à disposition de la science, le partage des recherches, la mise en lien de différents organismes, observatoires, le développement de l'interdisciplinarité, l'abolition des brevets d'exploitation, etc. Comme on a pu le voir avec la pandémie actuelle, et ce malgré les limites comme la difficulté à lever les brevets qui ralentissent le partage de connaissances et la production de vaccins, la science peut progresser et apporter certaines solutions à une vitesse accrue pour peu qu'on augmente ses moyens. Il pourrait en être de même pour les problèmes écologiques. Beaucoup de connaissances et de solutions partielles ont été produites et il serait certainement possible d'en apporter encore bien davantage avec une science disposant de davantage de moyens. Cette voie est d'ailleurs certainement celle que préférera la grande majorité de la population, face à l'alternative de tout arrêter et de retourner à la terre et à la vie pré-industrielle. Ce qui importe, ce n'est donc pas de constituer des minorités anti-industrielles ou exo-industrielles radicales qui pratiqueront l'exode et survivront à l'effondrement tandis que la grande majorité y succombera. Ce qui compte, c'est de participer à l'animation de luttes et de dynamiques qui mettront en mouvement la grande majorité pour la transformation écologique, sociale et politique de son existence.

Y-a-t-il un lien entre la crise écologique et la crise économique ? Quel est-il ?

La réponse la plus simple est que toutes deux découlent du mode de production capitaliste. Le capitalisme consiste dans la reproduction élargie du capital, qui se résume dans la formule A-

13 http://ekladata.com/9sMZ0z42F9HdnmnP54oxjC9z8YY/DCL_fiche-synthese_decroissance.pdf 4. La question des sciences

M-A', soit investir plus pour produire plus pour gagner toujours plus, et recommencer le cycle à une échelle supérieure. Pour fonctionner il a besoin de croître en intensité (gains de productivité) et de s'étendre dans l'espace, de se diversifier sans cesse, de renouveler sans cesse ses produits (notamment à travers les différentes formes d'obsolescence technique et/ou sociale). Dans un monde aux ressources finies, le capitalisme se heurte nécessairement à une borne externe, à partir de laquelle il ne peut fonctionner, en plus de se rapprocher de sa borne interne par la suppression progressive du travail vivant. Mais bien avant l'épuisement des ressources, les dégradations causées par le mode de production capitaliste sont telles que la poursuite de l'accumulation devient une menace pour la biodiversité, et pour l'humain lui-même. À la borne technique (les moyens de production) et la borne matérielle (la finitude des ressources) vient s'ajouter une troisième borne de nature biologique, métabolique (l'interdépendance entre espèces vivantes, animales et végétales). Ainsi, d'une part, la poursuite de l'accumulation du capital suppose l'épuisement des ressources et la destruction du vivant. D'autre part, le renoncement à l'accumulation capitaliste pour des raisons écologiques suppose l'effondrement économique. Donc soit on sauve l'économie en sacrifiant l'écologie, ce qui serait un suicide pour l'humanité, soit on résout la crise écologique, ce qui aggrave la crise économique en provoquant l'effondrement du capitalisme mondial. De plus, si si l'on choisit de ne pas intervenir les deux crises vont également se poursuivre et s'aggraver, ce qui place l'humanité face à l'alternative « socialisme ou barbarie », ou même « le communisme ou la mort » comme dirait Alain Bih¹⁴.

S'ajoutent également certaines autres complexités, auxquelles les anticapitalistes devraient réfléchir. Par exemple le fait qu'à un certain stade, l'épuisement des ressources peut provoquer, dans des circonstances précises, une tendance à la hausse des prix du capital constant. Quelles en seraient les conséquences au niveau mondial ? Un retour à l'emploi massif de capital variable ? Une mise en concurrence renouvelée entre entreprises à fort teneur en capital constant et des entreprises employant du capital variable à très faible niveau de rémunération ? Une contraction du capitalisme technologiquement hautement développé et fortement automatisé dans des îlots de plus en plus restreints ? De même, viennent se poser d'autres problèmes comme le fait de savoir si le secteur des services et les technologies censées compenser les « services rendus par la nature », pourraient s'autofinancer et porter la croissance mondiale, ce qui est peu probable, ou s'ils dépendraient de ponctions sur la plus value, d'ailleurs vouée à se restreindre, et d'investissement massif des États sur la base de l'endettement public, ce qui provoquerait à terme de nouvelles vagues de politiques d'austérité budgétaires, aggravant encore la crise. Bref, face à tous ces problèmes, la solution la plus simple reste encore l'abolition révolutionnaire du capitalisme.

Quelle stratégie aujourd'hui ?

La question peut se poser de deux manières : quelle stratégie pour la révolution ? Quelle stratégie pour la DCL ? Comme dit plus haut, la prochaine révolution, si elle advient, a peu de chances d'être communiste libertaire, même si ce serait l'idéal. Elle prendra certainement plus la forme d'un socialisme très démocratique, un peu dans l'esprit de la commune ou du confédéralisme démocratique du Rojava, au sein duquel les communistes libertaires auront un double rôle à jouer : défendre une transition vers le communisme et amplifier les formes de contre-société pour qu'elles prennent le pas à terme sur les institutions héritées de l'ordre ancien. Se pose également la question du rôle à jouer concernant l'écologie. Là encore, il faudra articuler pragmatisme et exigence. Pragmatisme car au démarrage, du fait de l'état d'esprit probable de la population et des changements qu'elle sera prête à accepter ou non en matière de consommation et de confort de vie, la transition écologique prendra certainement des formes plus soft que la décroissance. Il s'agira certainement, dans un premier temps, un temps court, d'appliquer toutes les mesures du Greenwashing et du « développement durable » rendues impossibles par l'organisation capitaliste de la société. Dans un second temps, en maîtrisant collectivement les moyens de production et de distribution, et les affectations de main d'œuvre émancipées des recrutements privés sélectifs et du « marché du travail », il sera possible de lutter contre l'obsolescence programmée et de fermer des secteurs entiers de la production sans dommage social pour la population. Là encore, il faudra donc savoir soutenir la révolution dans son effort pour la transition écologique, tout en rappelant la nécessité d'aller au-delà.

14 Alain Bih, op. cit.

Il ne s'agit donc pas de défendre une perspective type « la décroissance communiste libertaire ici et maintenant ».

Les anarchistes peinent en effet à se regrouper autour d'un projet commun. Leurs différentes stratégies, leurs manières différentes de porter leur radicalité, les poussent soit à l'isolement, soit à des alliances minoritaires avec les autres libertaires et dans l'autonomie, soit à se détourner de la galaxie anarchiste pour chercher alliance avec ce qu'il y a d'autogestionnaire dans le reste de l'extrême gauche. Il ne peut donc y avoir de front anarchiste soudé au sein d'un front plus large d'autogestionnaires, au sein, lui-même du mouvement social. Cette idée d'un anarchisme rassemblé est donc à oublier, tout comme l'est l'idée de construire une organisation politique rassemblant tous les anarchistes sur la base de la décroissance communiste libertaire. Une telle union des anarchistes existe d'ailleurs déjà, elle se nomme « Union Communiste Libertaire », et le fait qu'elle n'ait rassemblé à sa construction que l'AL, la CGA, et des militant-e-s de la CNT, est la preuve qu'il est impossible de rassembler tout les anarchistes dans une organisation commune, autour d'une stratégie commune et d'un projet commun. Impossible à réaliser à échelle minoritaire, il est dès lors difficilement concevable de rassembler de larges masses autour du même projet de société anarchiste. Les rassemblements révolutionnaires sont à construire selon une autre logique, avec d'autres partenaires.

Mais le travail avec les autres organisations révolutionnaires n'est pas chose aisée non plus. Tandis qu'une partie non négligeable des organisations marxistes font preuve d'un certain sectarisme, certaines contiennent dans leur ADN le gène de l'unité (leur nom en témoigne bien souvent d'ailleurs), une certaine souplesse par rapport aux vieilles doctrines (remise en question du Léninisme, notamment, à des degrés divers), et une capacité à assimiler, au moins en partie, des éléments de traditions qui leurs sont extérieures (fédéralisme, démocratie par en bas, écologie). C'est avec celles-ci qu'un travail est possible, et nécessaire, que peut naître l'embryon d'un front plus large, susceptible de contribuer à l'avènement d'une révolution sociale. La difficulté, pour les libertaires, résidera néanmoins dans le fait qu'ils seront régulièrement mis à l'écart du travail commun et en opposition avec leurs principaux alliés, durant les périodes électorales. Cette difficulté n'est pas insurmontable, mais elle ne joue pas en la faveur des libertaires, notamment en ce qui concerne la question de la visibilité politique, et de l'offre d'un quelque chose en plus du travail de lutte sociale, même si l'on sait bien que cet « en plus » n'est que très relatif et bien souvent porteur d'illusions, parfois démobilisatrices, parfois dangereuses.

De plus, travailler avec les organisations révolutionnaires ayant une stratégie unitaire signifie également travailler, en période non-révolutionnaire, voire prérévolutionnaire, avec les réformistes, du moins avec ceux qui sont enclins à un travail unitaire avec leur gauche. Ceci n'est pas chose aisée. D'une part, les dissensions politiques pour des questions d'analyse – écologie vs décroissance, analyse keynésienne vs marxiste, institutionnalisme vs contre-société – peuvent peser sur l'unité établie. Les réformistes peuvent menacer de la rompre. D'autre part, les réformistes peuvent avoir tendance à se servir des révolutionnaires pour les tâches de terrain tandis qu'ils se concentrent sur l'activité institutionnelle et électorale.

Construire l'unité n'est donc pas chose aisée. Mais il s'agit là du seul chemin possible pour espérer reconstruire un mouvement social fort, combatif et potentiellement révolutionnaire.

Le travail de construction d'un mouvement révolutionnaire ne se fait pas qu'avec des partis, qu'en est-il de la stratégie de construction dans les mouvements sociaux ?

Globalement, j'ai déjà exprimé plus haut les problèmes liées au fait d'intervenir dans les collectifs écologistes citoyens. Ils sont interclassistes et ne possèdent donc pas toujours les boussoles politiques adéquates. C'est une énorme perte de temps et d'énergie de toujours devoir s'y battre pour y faire valoir une vision de classe et révolutionnaire, plutôt qu'une vision citoyenniste républicaine, donc réformiste. Et c'est d'autant plus minant que dans certains contextes, il faut doubler ce travail d'un travail antifasciste pour faire face aux tentatives de noyautage par l'extrême droite ; ce qui n'est pas facilité par une certaine vision libérale de la démocratie présente dans l'écologie, consistant à donner la parole à tout le monde et donc aux fascistes, parce que soit on essaierait de les ramener dans le droit chemin, soit parce qu'à la marge de leurs conceptions politiques, tout ne serait pas à jeter et « ils pourraient avoir de bonnes idées ». Pour être efficace dans ce type de collectifs, virer les fascistes et leur donner

une tournure anticapitaliste, il faudrait s'y investir massivement sur une base de classe. Une telle base n'existe pas actuellement. Il est dès-lors compréhensible que dans ces conditions, les anticapitalistes, qui sont assez minoritaires, doivent « reculer pour mieux sauter », adopter prioritairement une stratégie de repli stratégique vers d'autres structures disposant de cette base lutte de classe, pour ensuite ramener ces structures au cœur de la lutte écologiste.

Il faut donc se poser la question : quelles sont les structures du mouvement social qui rassemblent le plus sur cette base ? Et la réponse est évidente en ce qui concerne la France : malgré toutes les difficultés qu'elles subissent, leur affaiblissement numérique et leur perte de vitesse, ce sont encore les structures syndicales les plus à même de rassembler la classe prolétarienne, et principalement la CGT et Solidaires. La chose sera d'ailleurs certainement plus aisée à Solidaires, qui possède déjà une base démocratique-autogestionnaire solide, une réelle préoccupation écologique. La seule faiblesse est que Solidaires ne tranche pas clairement en faveur d'un projet de société communiste et demeure traversé par des pointes d'antilibéralisme et de keynésianisme. En ce qui concerne la CGT, la tâche est bien plus ardue. Le syndicat est traversé un héritage bureaucratique difficile à dépasser, et un héritage keynésien monopoliste fordiste, qui l'éloigne de son héritage syndicaliste révolutionnaire, abolitionniste de la propriété privée des moyens de production de la fin XIX^{ème} début XX^{ème}. Elle éprouve de plus des réticences sur la question de l'écologie, notamment du fait de son implantation dans les secteurs de l'énergie et du lobby que font ces derniers sur la ligne confédérale. Mais la CGT reste le plus important syndicat en France en termes numériques, et des militant-e-s révolutionnaires de tous bords y sont actifs-ves et essaient de faire bouger des lignes. Il faut espérer que les évolutions de la société contribueront à favoriser ce travail des révolutionnaires au sein de la CGT.

Les choses ne sont donc pas gagnées, loin de là, mais le syndicalisme demeure un point d'encrage incontournable pour la transformation sociale, écologique et démocratique de la société, et donc pour les révolutionnaires.

Et en attendant la révolution, que faire pour l'écologie ?

La révolution est en effet incertaine et on ne peut laisser le monde déperir sans agir, dans l'attente du « grand soir ». Je pense que la stratégie des anticapitalistes pragmatiques, consistant, en parallèle de l'activité de propagande de fond, à chercher à imposer des réformes écologiques sans que cela ne lèse le social et/ou ne nuise à la démocratie, reste la meilleure en la matière. La question est de savoir d'où pratiquer cette stratégie : en dehors des institutions politiques, en leur sein en tant qu'opposition, dans des coalitions de gauche radicale/extrême gauche ou de gauche réformiste hors PS pour gérer d'une manière sociale et écologique ? Là aussi, même si nous préconisons la première, et que nos partenaires les plus proches sont plutôt sur la seconde voire la troisième, il faut laisser libre cours à la diversité des tactiques et respecter les choix de la classe prolétarienne dans sa diversité.

Le mot de la fin ?

Comme dit précédemment, la DCL reste une boussole, un chemin, un horizon. Elle pointe les limites de certaines propositions anticapitalistes et propose un dépassement possible de celles-ci. Dans l'immédiat, et pour longtemps encore, il est donc inutile de se focaliser uniquement sur elle et sa promotion conceptuelle. L'urgence est au rassemblement et à la construction de l'unité la plus large possible pour faire face au péril écologique, social et démocratique que laisse présager le capitalisme.